

Paris prépare une mission humanitaire au Rwanda

Reuters, 19 juin 1994

KIGALI, 19 juin, Reuter - Alors que la France s'apprête à s'engager au Rwanda en dépêchant des troupes à la frontière du pays, les combats redoublent d'intensité à Kigali.

Trois obus de mortier tirés par les forces du Front patriotiques rwandais (FPR) sont tombés dimanche dans le secteur de l'hôpital, dans le centre-ville contrôlé par les forces gouvernementales, causant la mort d'une employée de la Croix-Rouge rwandaise et blessant trois autres personnes.

Quelque 500 blessés ont été soignés à l'hôpital du Comité international de la Croix-Rouge à Kigali au cours des trois derniers jours de violents combats, a précisé le représentant du CICR dans la capitale.

Au plan diplomatique la France a chargé son ambassadeur au Rwanda, Jean-Michel Marlaud, d'expliquer aux belligérants, les rebelles du FPR notamment, l'intervention humanitaire que Paris estime nécessaire et urgente en raison de la gravité de la situation.

La France a présenté dimanche matin au Conseil de sécurité un projet de résolution lui permettant d'intervenir sous le drapeau de l'Onu au Rwanda, avec l'espoir qu'il soit adopté mardi.

Dans ce document, rédigé dans le cadre du chapitre VII de la charte des Nations unies qui autorise le recours à la force, Paris demande l'autorisation d'intervenir en attendant l'augmentation des effectifs de la Mission de l'Onu d'assistance au Rwanda (Minuar), qui ne compte que 450 hommes.

Jusqu'à présent, seul le Sénégal s'est officiellement engagé à épauler Paris. Reste encore à convaincre l'Onu ainsi que d'autres pays européens et africains.

Samedi l'Elysée et Matignon avaient annoncé que la France avait décidé d'envoyer aux frontières du Rwanda "les moyens nécessaires" à une opération internationale à but humanitaire "destinée à sauver des vies humaines et à mettre fin aux massacres"

Après avoir indiqué samedi que "1.000 à 2.000 hommes" participeraient à l'opération, le ministre des Affaires étrangères, Alain Juppé, en visite à Dakar, s'est refusé dimanche à donner d'autres précisions.

De source informée, on laisse entendre que ces troupes pourraient être stationnées au Zaïre, les pays frontaliers, l'Ouganda, qui soutient le FPR, et le Burundi en proie à ses propres problèmes ethniques, semblant exclus.

Alain Juppé a rappelé qu'un "minimum de discrétion" était de rigueur dans de telles circonstances.

Car l'envoi de militaires français en "mission humanitaire" au Rwanda, loin de faire l'unanimité, est vivement contesté par les rebelles du Front patriotique du Rwanda qui, sur le terrain, sont en passe de l'emporter.

"Ce n'est pas aux Français d'intervenir. C'est à nous de le faire", a affirmé samedi le commandant Wilson Rutayisire, porte-parole du FPR tout en menaçant de s'opposer aux Français si nécessaire.

Les rebelles, en majorité tutsis, n'ont pas oublié l'appui longtemps apporté par la France au gouvernement du président Habyarimana, un Hutu assassiné le 6 avril dernier.

Ils accusent également Paris d'avoir armé et entraîné les milices hutues mises en cause dans la plupart des massacres.

Les analystes politiques ne cachent pas leur doute sur l'opportunité d'une telle opération.

"L'intervention française serait un facteur de complication supplémentaire, elle pourrait se révéler désastreuse à la fois au niveau politique et humanitaire", estime l'un d'entre eux.

Un observateur militaire de l'Onu, originaire d'un pays africain, souligne que les miliciens rencontrés aux barrages routiers à l'extérieur de Kigali sont de plus en plus nerveux et hostiles à "tous les Blancs". /AP

(c) Reuters Limited 1994